

[Text]

• 1620

Mr. Foster: For all wheat?

Mr. Eckert: It could not be for all wheat unless it was so low that it would not trigger surpluses so you would have to take into advisement the seriousness of the problem and then come up with a formula that would equitably distribute the amount of money the federal treasury is prepared to put into the growing of wheat to stabilize the industry in a comprehensive manner.

The Chairman: Mr. Porter.

Mr. Porter: Thank you, Mr. Chairman. I welcome the gentlemen from my constituency. It is not often I get witnesses who are from that part of southern Alberta, and I do welcome you here today.

I have often said in this committee and in other areas on the Hill that the constituency I represent contains the most irrigation in Canada. Many of the problems you raise are specific to the irrigation sector. We talked about deficiency payments, the advance payments. I note in a submission you made on crop insurance that only about one-third of those acres have been insured under the program; the majority of farmers do not feel that their coverage levels are low enough to be meaningful.

Do you feel that in the framework of the legislation irrigation farmers can be accommodated separately, or do you think there is any way these areas can be? Because most of the time I think we get down to acreage versus production, whether it is on payments . . . Certainly the crop insurance has been a problem. I have it raised continually by farm groups in irrigation.

Mr. Prudek, I think there is no question you were right that the irrigation areas are the areas that are hurting the most severely. The farm debt review panels in place at present have indicated to me that by a large majority the submissions coming to them are from the areas you represent.

Do you feel that we can address your specific concerns in irrigation through the various programs we have, or is there going to have to be something . . . ? I do not quite know how we would set that up, but I would like your views on that. I think you both represent those areas.

Mr. Prudek: When we are speaking to the concerns of irrigation, we have to recognize that every day our life becomes more complex. Whether on a regional, national, or global base, it is getting more and more difficult.

I would suspect that if we look down the road far enough you may find that you have to address it individually because it will be just too difficult to try to amend and to waive and to put in place enough clauses to accommodate it in a just and fair manner. It would seem to me to be a very, very difficult task to try to dovetail these things together because they will

[Translation]

M. Foster: Pour tout le blé?

M. Eckert: Non, à moins que cette limite inférieure soit si basse qu'il n'y ait aucun excédent et que la gravité du problème vous oblige à réfléchir à une formule permettant de répartir équitablement les crédits fédéraux mis à la disposition des producteurs de blé en vue de stabiliser globalement le secteur.

Le président: Monsieur Porter.

M. Porter: Merci, monsieur le président. Je souhaite la bienvenue à ces messieurs de mon comté. Il n'est pas fréquent que je puisse accueillir des témoins originaires de cette région du sud de l'Alberta, et je suis heureux de pouvoir le faire aujourd'hui.

J'ai souvent dit au Comité, et ailleurs sur la colline, que mon comté est celui du Canada où l'on fait le plus de cultures irriguées. Les questions que vous avez abordées, je le constate, sont effectivement assez caractéristiques des cultures irriguées. C'est pour cela qu'il est question d'indemnités et de paiements anticipés. Dans un travail que vous avez fait sur l'assurance-récolte, vous dites que, dans le cadre de ce programme, un tiers seulement des surfaces cultivées ont été assurées; pour la majorité des agriculteurs, le seuil à partir duquel l'assurance fonctionne n'est pas suffisamment bas pour que ce soit vraiment intéressant.

Pensez-vous que l'on puisse prévoir dans la législation des dispositions spéciales concernant ces agriculteurs, ou les surfaces de cultures irriguées? La plupart du temps, on est toujours pris dans ce dilemme entre l'argument de la production ou celui de la surface cultivée, qu'il s'agisse de paiements . . . L'assurance-récolte effectivement pose un problème. Les agriculteurs qui pratiquent l'irrigation s'en plaignent sans arrêt.

Monsieur Prudek, vous avez tout à fait raison lorsque vous dites que ces zones irriguées sont celles qui ont le plus souffert. Les commissions de révision de la dette agricole en place m'ont dit que la plupart des demandes qui leur étaient adressées venaient de ces régions que vous représentez vous-même.

Pensez-vous donc que nous puissions, grâce aux programmes dont nous disposons, apporter une solution aux producteurs de blé qui ont recours à l'irrigation? Je ne vois pas très bien comment, mais j'aimerais avoir votre avis là-dessus. Vous dites venir tous les deux de ces régions où l'on irrigue.

M. Prudek: Si nous nous mettons à parler des problèmes de l'irrigation, il ne faut pas perdre de vue que nos vies sont de jour en jour plus complexes. Que vous considériez les choses à l'échelle régionale, nationale, ou internationale, tout est de plus en plus difficile.

Aussi, toute vision à long terme devrait vous amener à constater qu'il faudra résoudre les problèmes isolément, car il serait trop difficile de procéder globalement, soit en modifiant les dispositions en place, soit en en adoptant de nouvelles, tout cela pour essayer d'être plus équitable. En effet, les choses évoluent dans le sens d'une plus grande complexité, et il